

*A. Heyniger*

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51  
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :

**GUSTAVE TÉRY**

ABONNEMENTS

1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

**La Conférence des Alliés a formulé la règle des trois unités qui fera la victoire :**

- UNITÉ D'ACTION MILITAIRE ;**
- UNITÉ D'ACTION ÉCONOMIQUE ;**
- UNITÉ D'ACTION DIPLOMATIQUE.**

## LES CIVILS AUSSI FONT LA GUERRE

Voici, sur le port de Rouen, douze prisonniers allemands qui déchargent un bateau, sous la direction d'un de leurs sous-officiers. L'équipe est flanquée d'un interprète et gardée par quatre soldats et un caporal. Comptez : quatre soldats, un caporal, un interprète, un sous-officier, — cela fait sept hommes occupés à en regarder douze autres, qui sont censés travailler.

Je dis *censés*, car vous pensez bien que les douze prisonniers en font le moins possible. Mettez-vous à leur place : vous n'auriez pas plus de cœur à l'ouvrage. Mais approchez-vous du caporal, et faites-lui observer que ses douze prisonniers n'ont pas l'air très laborieux. Il vous répondra justement :

— Je vois très bien qu'ils n'en fichent pas une secousse ; mais ce n'est pas mon affaire. Je suis là pour les empêcher de fiche le camp et non pour les faire travailler. D'ailleurs, je n'entends rien à ce « turbin »...

Si du moins les prisonniers ne sabotaient pas la besogne ! Mais ils coûtent beaucoup plus cher qu'ils ne rapportent. C'est du papier qu'ils déchargent ce matin ; et soit inexpérience, soit mauvaise volonté, ils manœuvrent si maladroitement les bobines qu'ils en ont jeté deux à l'eau. Une autre, tombée sur le quai, a éclaté. Perte sèche : plus de 300 francs. Si bien que le journal, à qui le papier est destiné (ce n'est pas l'*Œuvre*) a cru devoir envoyer un commis tout exprès pour suivre l'équipe, ce qui porte à huit le nombre des surveillants de nos douze prisonniers.

Quel gaspillage d'hommes ! Quel gâchis !

Imaginez maintenant, pour la commodité de ma démonstration, que l'interprète, les quatre hommes et le caporal qui montent la garde devant le bateau, soient dans le civil employés à la fabrication du papier. L'hypothèse n'a rien d'in vraisemblable, puisque plusieurs papeteries ont dû réduire ou suspendre leur production faute de main-d'œuvre, leur personnel étant mobilisé. Est-il excessif de supposer également que, travaillant comme ils le savent, ces six ouvriers feraient deux fois plus de besogne utile au pays que cette douzaine d'indolents captifs ?

L'Etat y gagnerait :

- 1° Les cent sous par jour que représente en moyenne un réserviste territorial. Ci 30 fr. par jour, 800 fr. par mois, 10.800 fr. par an ;
- 2° Le papier que les prisonniers déchargent, leurs gardiens le fabriqueraient eux-mêmes. On n'aurait donc plus besoin de le faire venir de Suède ou d'Amérique. Autant de louis qui resteraient à la Banque ;
- 3° Le cours du change baisserait d'autant ;
- 4° Le fret aussi ;
- 5° Il y aurait un peu plus de place dans le port pour d'autres bateaux ;
- 6° Il y aurait quelques chalands ou quelques wagons de plus pour d'autres marchandises ;
- 7° Est-ce à dire que les prisonniers allemands se tourneraient les pouces ? Non, sans doute, mais on pourrait les utiliser autrement, à des besognes qui n'exigeraient pas, pour la surveillance, un tel déploiement de tirailleurs. Allez voir en

Allemagne si les Boches n'obtiennent pas un meilleur rendement de leurs prisonniers !

Le raisonnement que je viens de faire pour ce bateau, vous aurez l'occasion de le refaire à propos de tout ce qu'entreprend l'administration militaire. Et vous arriverez toujours à la même conclusion : gaspillage, gâchage.

Mais la guerre se prolongeant, il y a là un péril presque aussi grave que la guerre elle-même. Nous allons tout bonnement à la ruine de notre commerce et de nos industries. — Que voulez-vous ? dira-t-on ; il faut se résigner à cette ruine, si elle est nécessaire à la défense nationale !

Mais pas du tout ! Il n'est nullement indispensable que la défense nationale, après avoir prélevé la meilleure moitié des paysans et des artisans pour en faire des soldats, empêche les autres de travailler. La défense nationale exige au contraire que le pays tire le meilleur parti de toutes les forces qui lui restent, et qu'il supplée, par un redoublement d'activité, à la main-d'œuvre qui lui manque. A quoi servirait que nos troupes opposent à l'envahisseur une résistance héroïque, si derrière elles la France se mourait d'inanition ! Oui, sans doute, il faut que les civils tiennent ; mais tenir, ce n'est pas attendre et bayer au communiqué ; tenir, c'est travailler dur, d'autant plus dur que les temps sont plus rudes.

Ah ! quel admirable service pourrait rendre ici la presse, s'il y avait une presse ! Elle s'appliquerait à bien mettre dans toutes les têtes françaises qu'à cette heure, quel que soit leur âge et même leur sexe, tous les Français sans exception doivent combattre les Boches. La meilleure façon de le faire, la plus périlleuse et la plus belle, c'est évidemment de prendre un fusil et de retenir sa place dans la tranchée ; mais il serait absurde, il serait funeste de laisser croire qu'il n'en est pas d'autre. Vous, monsieur, qui n'êtes plus mobilisable, pensez-vous que vous allez suivre la lutte en spectateur, sans y prendre aucune part ? Et vous, madame, vous figurez-vous qu'il vous soit permis de rester oisive, en attendant le jour où vous irez jeter des roses aux vainqueurs ?

Il y a deux manières de combattre : les armes à la main, — et les outils à la main. Vous ne pouvez porter les armes ? où sont vos outils ? Si vous n'allez pas à la guerre, allez au champ ou à l'usine ; si vous ne travaillez pas, vous trahissez. Tous à l'œuvre, tous à la bataille ! Creuser un sillon, c'est ajouter une tranchée à nos lignes ; planter des choux, c'est servir la patrie ; raccommoder ses chaussettes, c'est accélérer la victoire...

Répetons qu'il y a deux guerres : la guerre militaire, — et la guerre économique. Nos soldats font l'une magnifiquement ; mais l'autre languit. Qui mobilisera l'armée des civils pour cette autre lutte ? Qui organisera le travail national ? Qui,

surtout, empêchera l'administration militaire de le désorganiser par d'inutiles appels, qui n'ajoutent rien à notre force armée, et risquent de paralyser le peu qui nous reste d'activité commerciale, industrielle et agricole ?

Hâtez-vous de rendre à la vie civile la moitié des réservistes territoriaux et des auxiliaires dont l'armée ne fait rien que de coûteux parasites ; ils travailleront mieux à la défense nationale en travaillant de leur métier.

Gustave Téry

« A l'ouest de la Meuse, l'artillerie donne. Ailleurs, tout est assez calme. »

« Hier, deuxième journée de la Conférence des Alliés. Travaux en commun. Puis, déjeuner, en commun également, à l'Élysée. »

« L'Hôtel de Ville a reçu, dans l'après-midi, MM. Salandra, Sonnino et le général Cadorna. Ovation, ovations, allocutions, allocutions. »

« M. de Bülow quitterait Lucerne pour l'Allemagne. Deux colonels sont navrés. »

« Des désordres ont éclaté à Breslau. Cause : famine. Effets : charge de police. »

« La Hollande pense que le « Tubantia » a été torpillé. Mais elle ne l'a pas encore dit officiellement. »

« L'Amérique s'indigne de nouveau à propos du torpillage du « Sussex ». On s'attend à ce que quelques notes soient échangées sans résultat. »

## N'oublions pas M. Barrère !

De cette conférence des Alliés, où huit nations étaient représentées, les héros furent les ministres italiens. A eux allèrent les plus délicats hommages officiels ! A eux encore, à eux surtout l'élan de la foule parisienne !

En comparant la désinvolture avec laquelle les deux Empires germaniques affichaient jadis la prétention de traîner l'Italie en suivant derrière leur aventureuse politique de conquêtes personnelles, et la flatteuse déférence avec laquelle France, Angleterre et Russie lui donnaient la place d'honneur dans leurs conseils, Rome peut apprécier le pas gigantesque qu'elle a fait sur la scène du monde, où elle marche désormais non plus la suivante mais l'égale très choyée des plus puissants potentats.

D'immenses récompenses l'attendent dans l'Europe de demain, où le triomphe du germanisme ne lui aurait accordé qu'une tolérance fondée sur un servilisme obligatoire de toutes les minutes. Plus heureuse que la Grèce, son roi national ne lui aura pas fait manquer le train de l'Histoire, ce train splendide mais si rare que, quand on l'a raté, c'est pour des siècles.

La France, heureuse d'avoir retrouvé sa sœur latine, serait bien ingrate si, après les ovations dont elle vient de saluer les ministres italiens, elle n'avait pas une pensée pour son ministre à elle auprès du Quirinal, pour le très fier et très habile ambassadeur qui a su déjouer sans tapage et sans fracas, simplement par sa merveilleuse connaissance des beaux côtés de l'âme romaine, les intrigues (cousues de fil blanc, mais aussi de fil d'or, et satanieusement enchevêtrées) du captieux prince de Bülow.

Je n'ai pas toujours aimé M. Barrère. Il fut un temps où je le trouvais trop italophile. Cela me met à l'aise pour le louer aujourd'hui. Cet amour de l'Italie, qui lui en a donné la connaissance exacte, nous a trop merveilleusement servis pour que je ne lui fasse pas ici amende honorable.

Il y a deux doctrines pour les ambassadeurs : faut-il les changer continuellement de poste, pour rafraîchir leurs sensations et éviter qu'ils ne se laissent trop assimiler par le milieu ? Ou bien faut-il les maintenir très longtemps dans la même capitale, afin qu'ils en possèdent à fond le cœur et l'esprit ?

Les Anglais sont partisans de ce dernier système. Nous pratiquons plus généralement le premier. Le succès de M. Barrère prouve que ce sont les Anglais qui avaient raison.

Maurice de Waleffe

L'ŒUVRE  
DIT  
CE QUE  
PENSE  
HAUT  
LE MONDE  
BAS

## LE FISC A PONT-A-MOUSSON

Ce qui témoigne de la vitalité de notre nation, c'est la rapidité avec laquelle les habitudes françaises se maintiennent dans les régions les plus marmittées, et reprennent leur force presque automatiquement, entre deux obus, pourrait-on dire.

Ainsi, à Pont-à-Mousson, ville qui a détenu longtemps le record du bombardement, est arrivé ponctuellement, à la date ordinaire, l'agent des contributions directes qui a imposé, indistinctement, les propriétaires et les locataires, même ceux dont les maisons étaient réduites à un petit tas de cailloux et de plâtras.

Dans la tranchée, le poilu casqué marque, impassible, le point de chute des obus boches : « Trop haut ! trop bas ! raté ! » Pourtant, il avoue parfois : « Touché ! » Le percepteur de Pont-à-Mousson, jamais !

Pour lui, le bombardement est toujours nul et non avenu.

Mis en présence d'une maison aplatie comme un vieux chapeau-claque, il refuse de s'incliner devant l'ouvrage de l'artilleur boche ; il conteste sa valeur comme pointeur, il méprise le 420 qui pila la mesure imposée, il nie la puissance de l'explosif employé, il raille le chimiste allemand qui l'inventa, et il repart, ayant délivré, sinon Pont-à-Mousson, du moins l'avertissement annuel pour l'acquit des contributions du sinistré, avec le détail des « portes cochères, charretières ou de magasin », de la boutique éventrée et le nombre des portes-fenêtres des rez-de-chaussée, entresol et premier étage de la maison ensevelie dans ses propres caves et dont les fenêtres ne sont plus qu'un souvenir.

Le percepteur est plus intrinsèque que le poilu, et sa négation de l'efficacité des bombardements ennemis serait réconfortante et ne manquerait pas de grandeur s'il ajoutait sur le papier, avec sa méfiance toujours impassible dans la faiblesse de l'ennemi :

« A payer sur l'indemnité de guerre due verseront les maladroits bombardiers. »

Les contribuables de Pont-à-Mousson, stoïques sous la mitraille, ne goûtent pas du tout la visite patriotique que leur fait le représentant du fisc.

L'Ouvrier

## L'HEURE LÉGALE avancée d'une heure

Un certain nombre de députés, dont MM. Honnorat, Breton, Combrouze, Landry, Arago, Bonnefoy, etc., viennent de déposer une proposition de loi qui a pour but d'avancer d'une heure l'heure légale.

C'est une raison d'économie qui a inspiré les auteurs de la proposition.

## La Conférence des Alliés

### Les décisions

#### La séance du matin

La Conférence s'est réunie hier matin à onze heures, en séance plénière, au ministère des affaires étrangères, mais les commissions constituées la veille pour étudier les différentes questions s'étaient réunies dès dix heures.

Depuis neuf heures, une foule considérable stationnait quai d'Orsay et rue de Constantine, pour acclamer au passage les représentants des nations alliées.

Successivement sont arrivés l'amiral Lacaze, MM. Briand, Jules Cambon, Albert Thomas, suivis peu après par les délégués des huit puissances étrangères.

L'entrée du général de Castelnuovo a été particulièrement acclamée ; il en a été de même lorsque le général Joffre est descendu de son automobile portant à l'avant le fanion tricolore.

A midi 45, la séance, que présidait, comme la veille, M. Aristide Briand, a été levée, et, avant de se retirer, les membres de la conférence, ont été cinématographiés dans la salle des séances, à la place que chacun occupait au cours des délibérations, afin de conserver un document tangible de ces journées historiques.

Les membres de la conférence, très acclamés à leur sortie du ministère, se sont directement rendus à l'Élysée, où une nouvelle et chaude ovation leur a été faite par la foule qui stationnait rue Saint-Honoré. Le président de la République les avait con-

On sait trop, disent-ils, que la France fait venir de l'étranger et la houille et le pétrole dont elle a besoin et que, par suite de la hausse des frets et de la hausse des changes, ces marchandises deviennent, pour le Trésor, de plus en plus onéreuses.

N'est-il donc pas légitime, en présence d'une pareille situation, d'essayer d'en réduire les inutiles consommations, celles qui ne se justifient par aucune nécessité pour qui que ce soit ?

Et voici le texte de la proposition :

Pendant toute la durée de la guerre et jusqu'à une période qui sera fixée ultérieurement par décret, l'heure légale en France et en Algérie est celle qui est fixée par la loi du 9 mars 1911 avancée d'une heure.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur à la date du 10 avril 1916.

En conséquence, la journée du 10 avril commencera le 9 avril après 23 heures.

### Les Communiqués

15 heures

*Nuit calme à l'est de la MEUSE. Assez grande activité des deux artilleries à l'ouest de la MEUSE dans la région de MALANCOURT et aussi en WOËVRE, dans le secteur du PIED-DES-CÔTES-DE-MEUSE.*

*En LORRAINE, dans la forêt de PARROY, nous avons exécuté un coup de main sur un ouvrage ennemi dont les occupants ont été tués ou faits prisonniers. Nous avons fait sauter l'ouvrage en nous retirant.*

*Aucun événement important à signaler sur le reste du front.*

23 heures

*En ARGONNE, notre artillerie a continué à se montrer active contre les organisations ennemies au nord de LA HOUVETTE, dans le secteur de LA FONTAINE-AUX-CHARMES, de la HAUTE-CHEVAUCHÉE, ainsi qu'en ARGONNE orientale. Un tir dirigé sur une batterie ennemie du bois de MONTFAUCON a provoqué une violente explosion.*

*A l'ouest de la MEUSE, le bombardement a repris avec violence au cours de la journée sur nos positions depuis ANOUCOURT jusqu'à BÉTHINCOURT. Vers quinze heures, les Allemands ont déclenché une forte attaque sur notre front HAUCOURT-MALANCOURT. Les vagues successives d'assaut ont toutes été repoussées avec de fortes pertes par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.*

*Bombardement de nos deuxième lignes à l'est de la MEUSE.*

*En WOËVRE, notre artillerie a exécuté des concentrations de feux sur les points sensibles du front ennemi.*

*Dans les VOSGES, lutte d'artillerie assez vive dans les régions de STROSSWIHR, de MÜHLBACH et de l'HARTMANNSWILLERKOPF.*

viés à un déjeuner officiel auquel assistaient, en outre, les anciens ministres des affaires étrangères, les présidents des commissions de l'armée, de la marine, des affaires étrangères, des finances, et les rapporteurs généraux du budget.

Toujours souffrante et aliée, Mme Poincaré n'a pu assister à ce déjeuner.

#### La séance de l'après-midi

La Conférence a tenu sa quatrième et dernière séance à cinq heures de l'après-midi, au quai d'Orsay.

À la clôture des travaux, M. Briand, président de l'assemblée, a remercié les délégués des puissances alliées de leur précieuse collaboration qui a si grandement facilité la tâche du président.

Au nom de toute l'assemblée, il a tenu d'abord à envoyer un juste tribut d'admiration aux soldats des nations alliées qui combattent avec héroïsme pour le triomphe de la liberté et du droit.

La Conférence a chaleureusement applaudi ces paroles et a témoigné son absolue confiance dans la victoire qui viendra couronner les efforts que poursuivent en commun les nations alliées.

M. Briand s'est félicité ensuite de la facilité avec laquelle les différentes questions soumises aux délibérations de la Conférence ont été réglées. Les heureux résultats de cette première réunion témoignent hautement de son utilité.

Si de nouvelles questions surgissaient, nécessitant une délibération commune, les gouvernements alliés estimeront certainement que la meilleure façon de

les régler serait de se trouver de nouveau réunis.

La Conférence a donné son approbation unanime aux paroles du président du conseil.

M. Tittoni, ambassadeur d'Italie, a pris ensuite la parole pour remercier le gouvernement français de l'initiative qu'il a prise de réunir cette conférence et pour exprimer à M. Briand sa gratitude pour l'autorité avec laquelle il a dirigé les travaux.

Les résolutions

Avant de se séparer, la Conférence a voté l'unanimité les résolutions suivantes :

I

Les représentants des gouvernements alliés, réunis à Paris les 27 et 28 mars 1916, affirment l'entière communauté de vues et la solidarité des Alliés. Ils confirment toutes les mesures prises pour réaliser l'unité d'action sur l'unité de front.

Ils entendent par là à la fois l'unité d'action militaire assurée par l'entente conclue entre les états-majors ; l'unité d'action économique dont la présente Conférence a réglé l'organisation, et l'unité d'action diplomatique que garantit leur inébranlable volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire de la cause commune.

II

Les gouvernements alliés décident de mettre en pratique dans le domaine économique leur solidarité de vues et d'intérêts. Ils chargent la Conférence économique qui se tiendra prochainement à Paris de leur proposer les mesures propres à réaliser cette solidarité.

III

En vue de renforcer, de coordonner et d'unifier l'action économique à exercer pour empêcher les ravitaillements de l'ennemi, la Conférence décide de constituer à Paris un comité permanent dans lequel tous les Alliés seront représentés.

IV

La Conférence décide : 1° De poursuivre l'organisation entreprise à Londres d'un Bureau central international des affrètements ; 2° De procéder en commun, et dans le plus bref délai, à la recherche des moyens pratiques à employer pour répartir équitablement entre les nations alliées les charges résultant des transports maritimes et pour enrayer la hausse des frets.

A la Chambre

La mise en culture des terres abandonnées

C'est la seconde séance — à huit jours d'intervalle — consacrée à la discussion du projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées. Elles sont nombreuses, hélas ! dans chaque département, les terres qui sont en friche, où nulle culture ne se fait plus, faute de main-d'œuvre.

Pour remédier à cette crise, le gouvernement a proposé de réquisitionner les terres et les instruments agricoles de ceux qui ne peuvent plus faire travailler et de les confier à un comité d'action communale et aux municipalités.

De nombreux députés ruraux s'opposent à ce système. Leur thèse est celle-ci : on ne travaille pas parce qu'il n'y a pas de main-d'œuvre ; or, disent-ils au gouvernement, avez-vous des ouvriers ? En donnez-vous aux municipalités et aux comités ? Si vous en avez, donnez-les aux propriétaires : la question sera résolue. Si vous n'en avez pas, les comités et les municipalités ne pourront faire plus que les propriétaires : c'est-à-dire qu'ils ne feront rien.

Les socialistes ont une autre thèse : la terre appartient à la nation, donc l'Etat doit prendre la terre à ceux qui ne la font pas travailler. Et comme ils ne peuvent obtenir l'application intégrale de leur système, les socialistes acceptent le projet gouvernemental.

En face de ces deux attitudes, le ministre de l'Agriculture est fort embarrassé.

M. Méline a vivement critiqué, hier, le principe socialiste et il s'est efforcé de rallier à son projet les députés ruraux. Il ne semble pas qu'il y ait réussi complètement, car, sur la question de la main-d'œuvre, il ne peut donner aucune réponse satisfaisante.

Au demeurant, il a fait tout ce qu'il a pu : il a recherché de la main-d'œuvre civile parmi les réfugiés, les chômeurs, les colporteurs et les étrangers. Il a obtenu de l'autorité militaire des permissions agricoles : 440.000 du 1er novembre 1915 au 1er février 1916. C'est quelque chose. Il essaiera d'obtenir plus.

Quant au fond du projet, il le définit ainsi : c'est une simple prise de possession par la commune, agissant, en quelque sorte, comme mandataire de l'absent.

A la suite d'explications diverses, on décida de clore la discussion générale et de passer à la discussion des articles. On les discutera jeudi prochain.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

Réalités géographiques

Où en sommes-nous ?



La conférence des Alliés marque un moment qui doit être décisif. Nul doute que les historiens étudiant plus tard le prodigieux conflit au milieu duquel nous vivons, marqueront comme une date capitale la fin de mars 1916. Les manuels mêmes sur lesquels paieront nos enfants auront à cet endroit une page de révision, avec une carte du genre de celle que je présente aux lecteurs de l'Œuvre. D'un coup d'œil, le collègue sera appelé ainsi à juger la situation, mieux que ne l'ont fait parfois nos diplomates et nos stratèges, à reconnaître les fautes commises et les espoirs encore possibles.

S'il a quelque réflexion, il s'étonnera d'abord de l'étendue du champ embrassé. N'avons-nous pas nous-mêmes peine à comprendre la complexité de cette lutte et l'importance des répercussions lointaines du conflit ?

Non, notre carte n'est pas trop grande. La prise d'Erzeroum par les Russes et leur avancée en Perse ne sont pas à négliger. Pour apprécier la situation des armées, il ne suffit pas de tracer les fronts, de distinguer même les fronts fixes avec leur armature rigide de tranchées, et les fronts mobiles encore. Il faudrait donner une idée de la densité des troupes, former sur le front occidental deux masses profondes, égrenées en paquets dans les Balkans et en Asie, répandues en poussière que rassemblent et poussent, suivant les besoins, les voies, ferrées ou les transports, sur toute la surface des Etats belligérants et des territoires qu'ils occupent, même dans l'Angleterre qui s'est transformée en un vaste camp d'instruction, même dans notre Afrique du Nord.

Encore n'embrassons-nous pas tout le champ où s'agitent les adversaires. La conquête des colonies allemandes en Afrique est à peu près achevée et ne pouvait avoir de conséquences sur la décision. Mais ce serait fermer les yeux sur les avantages les plus importants de notre situation que de ne pas voir nos vaisseaux sillonnant l'Atlantique, chargés de munitions, amenant à travers tous les Océans les contingents des Dominions anglais et de nos colonies ; enfin, par delà le front oriental, l'immense étendue des territoires russes, où nos alliés puisent, jusqu'au fond de la Sibirie, dans une réserve inépuisable de soldats...

Notre carte suffit cependant pour nous rendre compte du chemin parcouru depuis vingt mois. La situation est singulièrement trouble.

Il ne s'agit pas, comme on l'a naïvement cru au début, d'écraser les empires centraux, isolés par le blocus, entre un front occidental et un front oriental qui se rapprocherait progressivement. Aveugles ceux qui ont persisté dans cette vue simpliste, à laquelle nous devons une partie de nos erreurs en Orient. Nous avons beau tenir la mer, le blocus ne peut être complet ; la barrière n'est pas fermée. Mesurez, sur la carte, l'étendue des frontières perméables, celles des Etats neutres.

La solidité du front occidental, capable après vingt mois de résister aux assauts les plus furieux, ne peut faire oublier la Belgique, toujours occupée, avec nos départements du Nord-Est. Le front italien reste toujours rigide. Le front russe s'est ligé après le recul qui a dégagé la Galicie et livré aux Allemands toute la Pologne.

Du côté des Balkans, nos hésitations ont permis au groupe allemand d'enfoncer complètement la barrière en écrasant nos alliés. L'aire où peuvent espérer s'alimenter les forces des empires centraux s'étend jusqu'à Bagdad. Des contingents anglais importants ont été immobilisés en Egypte pour la défense du canal de Suez.

Regardons de plus près la situation de ce côté. Elle est en réalité aussi confuse qu'elle semble nette sur les autres fronts. Mais cette confusion est à notre avantage. Nous n'avons pas lâché la partie dans les Balkans, comme on nous y engageait. Solidement établis à Valona (V de la carte), à Salonique (S) et même à Mitylene (M), nous menaçons toujours Sofia, Constantinople

et Smyrne. Les Russes ont porté un coup décisif par la prise d'Erzeroum, suivie d'une avancée rapide vers Trébizonde. En occupant la Perse jusqu'à Ispahan, ils ont reformé, au sud-est, la barrière renversée dans les Balkans. En effet, les Anglais, sans être entrés à Bagdad, tiennent toujours la basse Mésopotamie. La menace de Suez s'évanouit, les forces turques devant refluer vers l'Arménie, et il semble possible de disposer des réserves accumulées en Egypte pour renforcer le front balkanique discontinu.

De ce côté, les forces du groupe allemand sont obligées de se disperser, sous la menace des camps retranchés de Valona et de Salonique, d'où nous pouvons déboucher d'un moment à l'autre, et sous celle de la Roumanie, dont la neutralité armée nous semble de plus en plus favorable.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir les espérances qui s'ouvrent à nous...

La leçon qui se dégage d'une carte résumant exactement la situation actuelle est donc rassurante.

Ne discutons pas l'importance relative des fronts. Ils ont chacun leur rôle. La décision peut venir d'ici ou de là. Nous en tenons en main les éléments.

Fixés par l'équilibre des forces qui y sont accumulées et qui s'appuient sur une organisation défensive perfectionnée pendant de longs mois, le front russe et même le front français peuvent être reculés, si nous refermons plus étroitement le cercle d'un autre côté et si nous réussissons même à faire avancer de côté un front mobile menaçant. La chose est possible dans les Balkans, mais à une condition, c'est que la Roumanie soit avec nous.

Voilà en effet, sur la carte, quel serait le résultat : extension du front russe, anéantissement de son côté allemand où la densité est déjà relativement faible ; étranglement de l'artère vitale Vienne-Budapest-Sofia-Constantinople... C'est pour mettre la Roumanie en état de jouer ce rôle que les Russes renforcent constamment leur front jusqu'au bas Danube.

Si vous le voulez bien, nous reparlerons de la Roumanie...

François Lebon

Hors d'Œuvre Bien Parisien

Je me trouvais l'autre jour dans les bureaux de la préfecture de police, pour le retrait d'un manuscrit soumis à la censure théâtrale. J'avais pris quelque plaisir au défilé des chansonniers et auteurs dramatiques, à leurs débats avec les censeurs et à l'audition de couplets chantés alternativement par l'auteur et par le fondé de pouvoirs d'Anastase (le premier de ces messieurs fredonnait le refrain de l'air le plus candide du monde, pour démontrer que son couplet était parfaitement innocent ; le second y mettait les intentions les plus égrillardes, pour prouver que le visa était impossible).

J'allais me retirer, lorsqu'un confrère me dit :

— Il y a dans l'établissement quelque chose qui est encore plus curieux à voir.

— Ici ? à la préfecture ?

— Oui... Venez avec moi.

Après parcourir des couloirs et des escaliers à n'en plus finir, nous parvînmes dans une vaste antichambre pleine d'une foule dont l'aspect tout d'abord m'effraya.

Tous ces gens gesticulaient, se répandaient en lamentations, en larmes et en injures, levaient les bras au ciel d'un geste accablé, ou, d'un air furibond, tendaient le poing vers une porte qui, de minute en minute, livrait passage à de nouveaux énergumènes... Et ils disaient des choses que je ne comprenais pas.

— Vous savez où nous sommes ? me demanda mon confrère en souriant.

— Probablement à l'infirmerie spéciale du Dépôt.

Il secoua la tête. Nous traversâmes la foule, et nous pénétrâmes dans le bureau mystérieux. Là, trois messieurs assis derrière des guichets, impassibles comme des

juges, recevaient des feuilles que leur tendaient les arrivants, y jetaient un coup d'œil désabusé, et rendaient leur verdict.

— Non... Pas en règle... Manque un cachet... Envoyez pour visa à Nijni-Novgorod... Attendez la fin de l'enquête ; avant trois mois, nous aurons une solution...

Je compris. Nous étions au bureau du visa des passeports. Et ces gens juraient dans toutes les langues, parce qu'ils étaient étrangers, et parce que, étant étrangers, ils ne comprennent pas les beautés de l'administration française. Pour ça, il faut, comme nous, y avoir été habitués tout petits. Et encore...

ZETTE.

Affecté aux « Services spéciaux »

Dans le numéro du 29 décembre du Journal Officiel de la République (des camarades) on pouvait lire :

Par décret en date du 24 décembre 1915, rendu sur le rapport du ministre de la guerre, ont été nommés dans le cadre auxiliaire du service de l'intendance :

Au grade d'adjoint à l'intendance : M. Sarricn (Pierre-Marie-Louis), lieutenant de réserve d'infanterie, affecté aux services spéciaux du territoire de la 15<sup>e</sup> région.

Le grade d'adjoint à l'intendance est, sauf erreur, celui de capitaine.

Nul doute que le capitaine Sarricn (Pierre-Marie-Louis) ne doive cet avancement rapide à sa belle conduite.

Il s'est, en effet, très brillamment distingué à Marseille, en qualité de commissaire du gouvernement près le conseil de guerre.

Tous nos compliments.

Méfiez-vous !

Dans tous les bureaux de poste, au-dessus de la boîte aux pneumatiques, on peut voir une plaque d'email portant cette inscription : « La dernière levée a lieu à 9 heures. »

Mettez un « petit bleu » à 8 heures 35 du soir, il sera distribué le lendemain matin un peu plus tard que la première levée des lettres.

C'est que, depuis la guerre, la dernière levée des enveloppes et cartes pneumatiques a été avancée d'une demi-heure. Elle a lieu à 8 heures 30. Mais l'administration s'est bien gardée d'en aviser le public.

Ainsi les personnes qui, sur la foi des traités, déposent un « petit bleu » entre 8 heures 30 et 9 heures sont frustrées de leurs 30 centimes, sans préjudice des ennuis que peut leur causer le retard de leur correspondance.

Il y a là plus qu'une négligence de la part de l'administration : il y a un véritable abus de confiance.

Une formule

Le Daily Telegraph apprécie de la façon suivante la Conférence des Alliés :

« Rien ne vaut le procédé qui consiste à se réunir autour d'une table et à discuter de vive voix. On arrive ainsi à un accord complet. »

Pas toujours : voyez les réunions de spirites ; voyez les comités électoraux ; voyez les noces.

Il est incontestable que la Conférence des Alliés donnera d'excellents résultats ; mais notre confrère anglais exagère le rôle de la table dans l'affaire.

Respect à la censure !

Un soldat qui se trouve sur le front et qui a sa famille à Londres, reçoit, depuis un certain temps, toutes ses lettres ouvertes par la censure et avec des retards considérables.

Un peu agacé de cette mesure de suspicion envers un combattant recevant des nouvelles d'un pays ami et allié, notre soldat transmit un mot d'ordre à sa famille qui, pendant un mois, tous les jours, lui expédia une feuille portant ces mots : « Pour occuper et charmer les loisirs de la censure : ... » et une suite indéfinissable de rébus n'ayant aucun sens, mais destinés à affoler les cédipes officiels.

La censure fit saisir cette correspondance et la transmit au chef de bataillon de l'intéressé, avec demande de punition.

L'officier refusa de punir et soutint que les Français résidant en Angleterre ont le droit d'envoyer des rébus aux parents qu'ils ont sur le front, personne n'obligeant les censeurs à déchiffrer les rébus.

Depuis, notre poilu a toujours reçu ses lettres cachetées.

Erreur

Le Daily Paper annonce, avec photographie à l'appui, qu'un théâtre princier vient d'être construit par les Allemands à Lille.

Un groupe de Lillois nous prie de protester contre cette information et affirme que le théâtre en question existait bien avant la guerre.

Les Allemands ont beaucoup démoli ; ils n'ont jamais rien bâti en France ; ils savent fort bien que leur installation est tout à fait provisoire.

L'Union latine

Réception des Ministres italiens A L'HOTEL DE VILLE

Une réception avait été organisée, hier après midi, à l'Hôtel de Ville, en l'honneur des ministres italiens.

MM. Salandra et Sonnino, le général Cadorna et le major général Dall'Olio, accompagnés de MM. Briand, président du conseil, et Bourgeois, ministre d'Etat, sont arrivés à 16 heures 20 place de l'Hôtel-de-Ville. La foule, massée sur le terre-plein et sur les trottoirs, fait retentir l'air de cris de : « Vive l'Italie ! » auxquels nos hôtes répondent par des saluts. Des gardes à pied et à cheval présentent les armes, les clairons sonnent « aux champs ».

Les illustres délégués italiens, reçus au bas du perron par MM. Mithouard, Paris, les préfets et le bureau du conseil, sont conduits dans le cabinet du président du conseil municipal où ils apposent leur signature sur le livre d'or de la Ville de Paris.

Ils se rendent ensuite dans la salle du conseil où des applaudissements et des cris de : « Vive l'Italie ! » les saluent à leur entrée. La musique de la Garde joue l'hymne national d'Italie et la Marseillaise. De nouveau l'Italie et ses représentants sont chaudement acclamés.

Puis M. Mithouard prononce une très belle allocution. Il rappelle la visite faite jadis par le roi et la reine d'Italie à l'Hôtel de Ville et leur envoi le salut et les vœux les plus fervents de Paris.

Ce sera, dit-il, l'immortel honneur de Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel III et de son gouvernement de s'être élevés au-dessus des craintes et des espoirs d'une politique de prudence et d'attente et d'avoir réalisé, autour du plus grand risque et du plus héroïque dessein, l'unanimité nationale.

M. Mithouard fait l'éloge de M. Salandra ; toute la salle, debout, applaudit l'éminent homme d'Etat ; puis il parle de la stratégie prudente et audacieuse du général Cadorna, des prodiges d'endurance et de bravoure qu'ont accomplis les soldats italiens. A son tour, le généralissime de l'armée italienne est l'objet d'une ovation frénétique de la part de l'assistance.

C'est d'un cœur rayonnant d'espoir, ajoute l'orateur, que j'adresse devant vous, pour qu'il s'en aille vers le Isonzo et vers le Carnio et pour qu'il monte jusqu'aux cimes des Alpes, le salut de Paris aux intrépides armées italiennes.

Messieurs, vous êtes venus à Paris pour coordonner notre action et pour resserrer les liens déjà si forts qui nous unissent. Il ne nous appartient pas de préjuger des résultats de votre mission. C'est pour nous un assez grand honneur qu'il nous ait été domé d'être les témoins de cet événement mémorable. Qu'il me soit seulement permis de rendre hommage, au nom de la Cité, aux hommes éminents qui, s'appuyant sur la volonté d'un grand roi et les sympathies d'un grand peuple, ont été les initiateurs de l'intervention italienne, et qui, en venant s'accorder avec nous, préparent le triomphe des idées éternelles que Rome et Paris ont répandues sur le monde.

M. Salandra se lève à son tour et prononce une allocution qu'interrompent à chaque instant les applaudissements. Il se déclare touché des vœux formés à l'adresse de son souverain et de la maison de Savoie, et termine ainsi :

En ces moments décisifs de notre existence et de notre histoire, nos cœurs, messieurs, sont constamment tournés vers nos frontières, aux champs de bataille, où nos vaillants soldats, sang de notre sang, les soldats de France et d'Italie, unis dans une nouvelle fraternité d'armes, ont gravé ces pages ineffaçables d'héroïsme et de sacrifice. Que nos vœux ardents les accompagnent, que notre confiance inébranlable les soutienne !

Quand les applaudissements ont cessé, M. Mithouard prononce : « Messieurs, la séance est levée. Vive l'Italie ! »

On passe dans le salon Detalle où un lunch est servi. Un toast est porté par M. Mithouard à tous nos hôtes, avec un mot élogieux pour chacun ; il y ajoute un toast à l'armée qui, fermement résolue à ne pas déposer les armes avant d'avoir obtenu, selon la belle expression de Son Excellence M. l'ambassadeur Tittoni, la réintégration de la justice et du droit, déployé, dans la lutte contre l'Autrichien, l'apogée du glacier, une endurance, une abnégation et une discipline dignes du nom romain.

Malgré la pluie, la foule est restée massée aux abords de l'Hôtel de Ville et nos hôtes sont, à leur sortie, l'objet des mêmes manifestations enthousiastes qu'à leur arrivée.

A l'ambassade d'Italie

Le soir, les ministres italiens et les hauts fonctionnaires qui les avaient accompagnés à Paris se retrouvaient à l'ambassade d'Italie où M. et Mme Tittoni donnaient un dîner en leur honneur. Parmi les autres convives se trouvaient MM. Antonin Dubost, Paul Deschanel, Aristide Briand, René Viviani, Ribot, Léon Bourgeois, le général Roques, le général Lacaze, Albert Thomas, Jules Cambon, etc., etc.

Le général Joffre, qui partait le soir pour le quartier général, avait décliné l'invitation.

# LA RÉVOLUTION CHINOISE

## Les partis

En ces dernières années, pour la plupart des Européens, même pour ceux qui résident en Chine, les habitants de ce pays n'étaient point des hommes comme les autres. Ces gens en longue robe, portant dans le dos la natte que les Anglais désignent sous le nom élégant de *bigtail* (queue de porc), ces hommes bizarres aux yeux bridés, parlant une langue difficile, lisant des livres et des journaux écrits en un mystérieux grimoire hiéroglyphique, ne pouvaient vraiment pas sentir et penser comme les blancs.

Aussi quelle ne fut pas la surprise de tous lorsqu'on apprit que ces Jaunes faisaient une révolution pour acclamer la République et établir des institutions libérales ! Tout le monde, dans les concessions étrangères, niait que cela fût possible, et les gens les plus compétents de la diplomatie avaient la seule idée que certains naïfs pussent croire réalisable une telle aventure.

Il fallut pourtant bien se rendre à l'évidence. Nous savons par expérience que les événements n'attendent pas la permission des diplomates pour leur donner un démenti. Ce fait trop connu se vérifia une fois de plus chez les Jaunes qui, eux aussi, renversèrent la monarchie séculaire, se lancèrent dans le parlementarisme, créèrent des assemblées du dernier modèle accommodé à leur société. Leur œuvre n'était ni plus mauvaise, ni meilleure que bien d'autres du même genre ; elle avait les mêmes qualités et les mêmes défauts. Comme chez nous, il y avait des partis, des comités et des groupes qui envisageaient à leur point de vue propre, l'intérêt public et qui s'agitaient en conséquence.

Comme chez nous aussi, il y eut la réaction dictatoriale, avec cette différence toutefois que, chez les Chinois, celle-ci ne résultait pas d'une aspiration nationale vers un ordre que n'avait pu compromettre l'agitation d'assemblées encore dans l'œuf, car elle était en grande partie l'œuvre de l'étranger.

La révolte actuelle va probablement rendre, tout au moins dans la moitié de cet immense pays, la vie aux institutions détruites. En attendant, les partis, comprimés, réduits au silence à la suite du coup d'Etat de novembre 1913, viennent de ressusciter.

Dans la première enfance de la République, c'est-à-dire depuis la chute de l'empire jusqu'à ces derniers mois, il n'y avait point de parti impérialiste ou royaliste. La dynastie déchue était, en effet, étrangère de race ; c'était une famille tartare-mandchoue venue s'installer en Chine en 1644, à la suite de discussions intestines, entre Chinois. Après s'être emparés du trône, ces étrangers guerriers, d'ailleurs de même civilisation patriarcale, avaient installé des garnisons dans tout le pays. Bien qu'ils se fussent chinoisés, perdant même jusqu'à leur propre langue, la défense de se marier avec les indigènes les conserva en une caste à part. Au moment de la révolution, on en comptait environ six millions, comme perdus au milieu des quatre cents millions de Chinois pur sang. Aussi furent-ils balayés en un moment. On comprend que, dans ces conditions, aucun sentiment de loyalisme monarchique n'ait subsisté au cœur des Chinois et que tous ceux-ci aient accepté sans difficulté la République que leur apportaient les hommes nouveaux. Ils se divisaient alors en trois ou quatre partis, comme partout.

Il y avait le *Konghouotang* ou parti républicain, constituant la droite, le *Tsimpoutang* ou progressiste — le centre gauche — le *Mintchoutang* ou

démocratique, enfin le *Kouominntang* ou parti populaire, répondant assez bien à nos radicaux unis aux socialistes. Ce dernier était le plus nombreux.

C'est bien le cas de dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil !

Ces divers partis ne purent donner leur mesure, car le régime parlementaire se trouva ligoté dès sa naissance par le chef de l'Etat : Chambre et Sénat furent paralysés dès qu'ils voulurent siéger. Tout ce que ces assemblées purent faire, ce fut de protester véhémentement contre l'illégalité de l'emprunt de 1913 qui avait leur destruction pour objet. Ils vécurent ainsi dans la colère et dans l'impuissance pendant six mois, jusqu'au jour de leur brutale disparition.

Les éléments modérés, après avoir constaté la triste situation des républicains, vraiment trop faibles pour lutter contre le monde presque entier ligoté contre eux, se résignèrent à accepter, vaillamment, le régime dictatorial de Yuen Chekai ; le parti progressiste essaya donc de lui donner son concours pour constituer une administration qui resta toujours à l'état de projet ; les gens de gauche, les *Kouominntang*, demeurèrent intraitables et préférèrent l'exil et la mort à la soumission. Ils redevinrent les conspirateurs et les lutteurs des années qui précéderent la révolution. Leurs chefs, le docteur Sun Yatsen, qui fut quelques jours président de la République, le général *Hoangshing*, qui avait lutté par les armes, se réfugièrent au Japon et en Amérique.

Quant au parti progressiste, son chef, un éminent lettré, *M. Liang Kitchao*, plein de bonne volonté et d'esprit conciliant, perdit, dans la fréquentation du dictateur et de son entourage archaïque et corrompu, ses dernières illusions ; écoeuré, il abandonna la partie.

Tous ces hommes, même ceux qui avaient espéré, en se ralliant au régime dictatorial, servir les intérêts de leur pays, sont aujourd'hui tournés contre Yuen Chekai qui désire le trône. Tous les partis se sont fédérés en un groupement d'ensemble qui a pris le nom de *Mintshientang* ou *Constitutionnaliste*. C'est ce groupement qui forme l'élément civil du mouvement actuel et qui soutient, de ses idées et de son argent, la révolte militaire des provinces du Sud et du Sud-Ouest, dont le général Tsai-Ngo, membre du *Konghouotang*, est l'initiateur.

Le soulèvement actuel n'est donc pas simplement une rébellion militaire, c'est une révolte politique d'une grande importance, dont les éléments dirigeants et actifs représentent l'élite intellectuelle du peuple chinois. Fait digne de remarque : l'ancien vice-roi du Yunnan, *Li Kingshi*, celui auquel Tsai-Ngo sauva la vie, rallié à la République, vient de mettre sa tête dans l'enjeu de la rébellion, car Yuen Chekai ne fait point grâce à ses adversaires quand il les tient. Mais, cette fois-ci, pourra-t-il les mater ?

Fernand Farjanel

## On nous écrit :

### La visite des Taubes sur Besançon

En trois semaines, voilà deux fois que les taubes rendent visite à la ville de Besançon.

La dernière visite du 11 a été véritablement scandaleuse pour nous.

Les avions allemands, qui savaient très bien qu'il n'y avait aucune défense à leur opposer, se sont baladés sur la ville ainsi que de véritables touristes. Ils n'ont pas lancé de bombes, mais, visiblement, ils ont étudié et repéré les bons endroits pour une prochaine incursion plus sérieuse. Et il y a, à Besançon, assez d'objectifs à viser... Mais y a-t-il quelque chose pour combattre les avions boches ?

(Ajoutons que, depuis la réception de cette lettre, un aéroplane allemand a bombardé Ornans...)

# Qu'attendons-nous ?

Pendant que nous comptons béatement sur la justice de notre cause pour nous conserver la sympathie des neutres, les Boches continuent à développer incessamment, en France, en Suisse et dans les Amériques leur inlassable propagande.

C'est ainsi qu'un libelle rédigé en langue catalane est actuellement répandu à profusion dans les quartiers ouvriers de Barcelone et paraît avoir, par ses affirmations audacieuses, produit quelque impression sur une population qui nous était en grande partie favorable.

Dans ce papier, édité par l'imprimerie Luis Guinart, Milla y Fontanals, 41, calle Barnar, un courageux anonyme a déposé les plus cyniques inexactitudes et les injures les plus grossières à l'adresse de la Quadruple-Entente. Qu'on en juge par quelques extraits :

En Allemagne, la justice est égale pour tous. Il y a peu d'années, l'administrateur du Kaiser a perdu, au nom de son maître, un procès contre un paysan. Crovez-vous qu'une telle sentence aurait été possible en Russie ou dans d'autres pays qui prétendent lutter pour le droit ?

D'après les écrits d'un publiciste italien, les dépenses militaires, en 1914, ont été en moyenne, pour chaque habitant, de 27 pesetas 50 centavos en Allemagne, de 37.50 en France et de 41.25 en Angleterre. Et l'on ose dire que l'Allemagne a voulu la guerre !

L'empire allemand dépense plus de mille millions par an pour les invalides du travail, pour les ouvriers mécontents de famille, pour les vieillards, pour les travailleurs malades et pour les chômeurs.

En Allemagne, l'instruction est générale. La proportion d'illettrés y est de 0,1 pour 1.000, alors qu'elle est de 10 en Angleterre, de 33 en France, de 77 en Belgique, de 365 en Italie et de 617 en Russie. Jugez quelle est la nation la plus cultivée d'Europe.

Dans l'empire germanique, on ne connaît pas le cas d'un seul pauvre défenseur de la liberté et du prolétariat qui soit devenu millionnaire en peu d'années.

On voit, à la lecture de ces stupidités, combien il serait facile d'y opposer une triomphale réponse. Malheureusement, cette réponse ne vient jamais. Sans doute, nous jugeons-nous trop dignes pour retourner de pareilles insanités. En attendant, le venin boche continue son œuvre...

Nous avons pourtant, en Espagne et dans l'Amérique du Sud, où des tracts identiques ont été distribués, des ambassadeurs, des ministres plénipotentiaires. Qu'attendent-ils pour combattre l'ennemi avec ses propres armes et sur un terrain qui nous serait si favorable ? Il nous semble difficile d'admettre que tout leur temps soit pris par la défense de nos intérêts commerciaux et industriels à l'étranger. Même en supposant, ce que d'aucuns contestent, qu'ils y aient consacré toute leur activité en temps de paix, notre chiffre actuel d'exportations doit leur donner quelques loisirs.

Pourquoi ne les utilisent-ils pas au mieux de notre cause, dans ces pays latins où la parole et l'écriture sont si appréciées qu'on y remporte plus facilement des victoires par un beau discours que par les armes ?

## COMMERCE AVEC L'ENNEMI

M. Assal, sujet suisse, était, avant la guerre, le représentant à Paris d'une fabrique d'instruments agricoles, la maison Lantz, de Mannheim (Allemagne). M. Assal cessa naturellement ses affaires au net ; ultérieurement, ses bureaux furent mis sous séquestre.

Vers la fin de 1914, M. Assal se rendit à Mannheim, ce qui lui était facile, puisqu'il était Suisse, et se mit en relations avec la direction de la maison Lantz. Il revint à Paris avec la mission de surveiller les intérêts allemands de la succursale en se mêlant notamment en rapports avec le séquestre.

Cette mission s'explique d'ailleurs par l'importance des intérêts en jeu, puisque le

bilan de la succursale de Paris présente actuellement un actif de plus d'un million pour un passif de 33.000 francs. La maison allemande allouait à M. Assal, pour cette mission, des appointements mensuels de 350 francs, représentant la moitié de ses émoluments d'avant la guerre ; de plus, il avait la promesse d'être replacé dans sa situation primitive une fois la paix conclue. La collaboration de M. Assal fut d'ailleurs acceptée par le séquestre, qui mit à profit les renseignements que celui-ci lui fournissait.

Lorsque le parquet eut connaissance de ces faits, il inculpa M. Assal de commerce avec l'ennemi et le renvoya devant le tribunal correctionnel. Hier, l'affaire venait devant la dixième chambre. M. Lucin Lecluc défendait le prévenu qui a été condamné à trois mois de prison et cent francs d'amende.

## Évadés et repris

Deux sous-lieutenants allemands, qui s'étaient évadés du dépôt de prisonniers de guerre installé à Clergoux, dans la Corrèze, viennent d'être arrêtés à Eygurande, sur la limite du même département, et ramenés au camp.

## LE PROCÈS

### Laborde, Lombard, Garfoungel et C<sup>ie</sup>

Lorsqu', au Palais de Justice, on passait en revue les différents caractères des inculpés dans le procès Laborde, Lombard, Garfoungel et Cie, qui vient demain devant le troisième conseil de guerre, chacun s'accordait à dire que, seul, le docteur Laborde, violent et alcoolique au suprême degré, était capable de susciter des incidents.

Il commença dès avant le procès. En effet, redoutant le grand jour de l'audience, il songe à faire défaut, lui, le principal inculpé, et est tombé subitement malade. L'autorité militaire se préoccupe de ce coup de théâtre et a pris toutes les mesures pour déjouer une supercherie possible.

Depuis quelques jours, le docteur Laborde qui, en sa qualité d'officier, occupe à la prison du Cherche-Midi une chambre à part, était l'objet d'une surveillance active ; on savait qu'il possédait, dans sa chambre, une valise remplie de drogues et que, par suite, il pouvait à son gré se rendre malade. Les soupçons étaient d'autant plus autorisés que le prisonnier observait, dans le but de s'affaiblir, depuis quelques jours, une diète à peu près absolue.

Afin de déjouer ses manœuvres, l'autorité militaire a fait transporter hier matin le docteur Laborde au Val-de-Grâce où il a été mis en observation dans le service du docteur Chauffard.

Le parquet a commis, en outre, le docteur Socquet pour aller l'examiner. A cet effet, le médecin légiste s'est rendu, dans l'après-midi, à l'hôpital militaire.

Le docteur Laborde l'a reçu avec sa violence habituelle ; il a brisé à terre le thermomètre avec lequel le médecin légiste se disposait à prendre sa température ; il a été, en outre, impossible de le radiographier.

Les conclusions du docteur Socquet sont qu'on se trouve en présence d'un simulateur et que le docteur Laborde est parfaitement en état de se présenter demain à l'audience.

Ce procès, qui doit durer vingt jours, aura certes bien des audiences monotones ; mais, par contre, certaines ne manqueront pas d'animation et d'intérêt, surtout si, comme on leur en prête l'intention, Duboscq, secrétaire du docteur Lombard, et Pierron, secrétaire du docteur Laborde, persistent dans leur intention de ne ménager personne à l'audience, de prononcer tous les noms à quelque milieu qu'ils puissent appartenir, et de ne se laisser arrêter par aucune considération.

## L'« Œuvre » militaire

# LES BRANCARDIERS

Du front, de tous côtés, les anecdotes abondent qui relatent le courage admirable des brancardiers. La relève des blessés, au cours de la terrible bataille qui déroule ses péripéties au long de la Meuse et de ses côtes, se fait avec la même tranquillité, avec la même stoïque bravoure que s'il s'agissait d'un exercice du temps de paix. On a vu des équipes sortir des abris en plein jour, en pleine canonnade, en pleine mitraille, pour aller relever, à quinze mètres des Boches, des camarades blessés ou morts ! Ces faits d'héroïsme se répètent dans tous les secteurs, au long de la ligne de feu.

Et ces hommes n'ont point, pour exalter leur courage, l'entraînement de la lutte, la joie de prodiguer à l'ennemi les coups qu'ils reçoivent. Ceux-là « encaissent », mais ne rendent pas ! Ils n'ont ni fusil, ni grenades ! Leur arme, c'est le lourd brancard ; ils guettent non point l'ennemi qui se découvre, pour le fusiller, mais le blessé qui tombe, pour le ramasser. Noble et héroïque sacerdoce ! Ils le remplissent avec la sérénité que donne à nos merveilleux soldats l'accomplissement de leur devoir.

Voici quelques semaines, dans un de mes filets quotidiens, j'avais relaté, sur les indications d'un officier qui est depuis dix-huit mois aux tranchées, des améliorations qui auraient pu, dans certains secteurs, être apportées à la relève des blessés. On a cru trouver, dans ces courtes lignes, une critique à l'œuvre des brancardiers. Cette critique n'a jamais existé dans ma pensée. J'ai pour ces admirables soldats que sont les brancardiers, la même commune admiration que pour tous les autres, et je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui de leur rendre un public et mérité hommage.

Mortimer-Mégret

## L'appel partiel de la classe 1888

Une rédaction ambiguë de la note parue dans les journaux a provoqué une confusion. On a dit que tous les hommes appartenant à la classe 1888, soit comme classe de recrutement, soit comme classe de mobilisation, devaient se faire inscrire à la mairie. C'est inexact ; il eût fallu dire « les hommes appartenant à la classe de mobilisation 1888, soit par leur âge, soit par la date de leur entrée au service ».

Il y a par exemple des hommes nés en 1868, engagés volontaires en 1886, qui appartiennent, de par la loi sur le recrutement, à la classe de mobilisation de 1885, bien qu'ils fassent partie de la classe de recrutement de 1888. Ces hommes sont libérés de toute obligation militaire et n'ont pas à se faire inscrire, pas plus que ceux qui se sont engagés en 1887 et qui, eux aussi, n'ont plus d'obligations à remplir, ou encore ceux qui se sont engagés en 1888, et qui appartiennent à la classe 1887 non convoquée.

## RÉPONSES

A. B. 30. — Dans neuf mois. Il., *artilleur*. — 1° En principe, oui, mais cela dépend de la commission. 2° Ancienne maison Mercédès, 63, avenue des Champs-Élysées.

S. C. Paris. — Vous devez passer quarante jours avant avril 1916. Vous devez être prévénu d'avance.

J. D. 88. — L'attribution des allocations est subordonnée à la décision de la commission.

## LE "TIP" remplace le Beurre

Augusta PELLERIN, 82, Rue Rambuteau (1/45 le 1/2 kg).

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »  
du mercredi 29 mars 1916

# Les Mystères de Corneville

## L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS

DU DEUXIÈME BUREAU

IV

EN ROUTE POUR LE CAMP

— A la guerre !... comme tout le monde !... Du reste, il n'y a personne ici ! Tous ces messieurs sont à la guerre ou à la campagne.

— Merci, Gustave !  
— Vous ne pouvez pas me dire votre nom, monsieur ?

— Non, Gustave... Je ne le peux pas... Au revoir !

Il raccrocha le récepteur et quitta la cabine téléphonique, défait, pendant que Radingois le suivait en répétant à voix basse :

— Gutenberg 61-70 !... Je me rappellerai !... C'est un commencement de fin.

Tout haut, il ajouta, plein d'un con-

tentement qui le fit traiter son prisonnier avec plus de douceur, et sans le tutoiement du début :

— Si qu'on irait au buffet chercher une bouteille et de quoi briffer ? C'est pas que le trajet soit long... mais c'est pas un train, c'est une tortue ! Vous allez vous dépêcher !...

M. Perrussel acquiesça. Il se laissa conduire comme un coq. Et il tint à payer, voulant se rendre Radingois favorable. Ce dernier dit, d'ailleurs :

— Il nous est interdit d'accepter quoi que ce soit d'un prévenu, mais je ferai ma facture... On vous remboursera.

Le train repartit. Dans leur compartiment, le prisonnier et l'agent mangèrent de la charcuterie et du pain dur. Ce fut, d'ailleurs, un repas en musique.

Dans les autres wagons décorés de feuillages, de bouquets de coquelicots, ornés d'inscriptions à la craie (*Train de plaisir Paris-Berlin — Potsdam aller et retour — Nous ramènerons Guillaume en cage*). Avec la *Marseillaise* rugie à pleins poumons, avec le *Chant du départ*, alternaient le *Conspuez Guillaume* et ce refrain moderne chanté sur un air connu :

Le soixante-quinze est un bon canon  
Qui des Allemands fait du saucisson.  
Il les coupe en large, en travers, en long  
Et en tout petits ronds !

— Ils sont gais ! dit Radingois, la bouche pleine et devenu plus amène.

— Oui, répondit M. Perrussel, les yeux fixes, lugubre, mangeant visiblement sans appétit.

— Je conçois que ça ne vous fasse pas plaisir ! Je n'y songeais pas... C'est les vôtres qu'on parle de mettre en saucisson.

— Oh ! ce n'est pas ça !  
— Alors, qu'est-ce que vous avez ?... Votre pantalon vous serre, peut-être ?

— Un peu ?  
— C'est pourtant pas ce que vous mangez !... Un z'oiseau ! Un vrai z'oiseau !... On m'avait dit que les Boches avaient tant d'appétit !

M. Perrussel avait posé son morceau de pain inachevé sur la banquette. Il semblait, à présent, fort occupé à desserrer la boucle de son pantalon. Radingois, ayant débouché la bouteille de vin avec le tire-bouchon de son couteau de poche, tendit le flacon à son prisonnier en lui disant :

— A vous l'honneur ! Il n'y a pas de verre !

— Ma foi !... J'accepte !... J'ai soif !... Ça me rappelle les grandes manœuvres !

Il but à la régale et rendit la bouteille.

— Finissez-la, dit-il.

Il s'aperçut que Radingois avait profité de ce qu'il buvait pour inspecter de nouveau l'intérieur du canotier déposé sur la banquette d'en face.

— Trop tard ! murmura-t-il avec un sourire.

De fait, l'agent avait l'air furieux :  
— Tonnerre ! clamait-il. Vous avez arraché les petites initiales dorées qui étaient retenues par des griffes dans le cuir de votre galurin ! Vous avez même déchiré la coiffe pour qu'on ne lise pas le nom du chapelier !

— C'est mon droit !  
En même temps, le prétendu Burgenstaub jetait par la portière comme une poignée de confettis.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? demanda le policier.

— Vous occupez pas !

— Vous n'êtes pas Burgenstaub ! s'écria Radingois. Je le sens ! Je le devine ! Et du reste... j'ai son portrait, à Burgenstaub ! Z'youtez-moi ça !... Si vous étiez Burgenstaub, vous ne seriez pas parvenu, malgré tout le talent qu'on peut avoir dans le camouflage, à vous faire une bouillotte si différente de celle photo.

Et il lui plaça sous le nez la carte photographique que lui avait remise le commandant Fontan.

— Je vous ferai remarquer, fit observer M. Perrussel, que je vous ai dit tout d'abord : « Je ne suis pas Burgenstaub ! » et que vous m'avez répondu : « Je m'y attendais, à celle-là ! » C'est vous qui avez voulu que je le fusse !

— D'accord !... Mais après... au grand jour !...

— Après, vous avez continué à vous enfoncer de plus en plus ; et d'abord, cette photo n'est pas celle de Burgenstaub !

— Allons ! allons ! Et celle de qui donc, s'il vous plaît ?

— Celle de M. Silvain, de la Comédie-Française ! Elle est en vente partout ! Tout le monde peut l'avoir sur sa cheminée pour dix sous !

— Blague !... C'est la... à Silvain, ça ?

— Je vous le dis !

— A mon retour à Paris, se dit Radingois, perplexe, je me ferai payer par l'administration un poulailler pour aller voir la *Tour de Nestle* au Théâtre Français. J'en aurai le cœur net.

Et M. Perrussel se disait :

— Je l'ai abruti... Il ne sait plus où il en est !...

L'ancien sergent de ville avait passé à une autre idée :

(La suite à demain.)

# DERNIÈRES NOUVELLES

# Les idées qui passent...

## Les Neutres

Avant d'adresser au gouvernement allemand une nouvelle note à propos de la catastrophe du Sussex, M. Lansing vient d'ordonner une enquête.

Nous pouvons, dès à présent, lui dire ce qu'elle lui apprendra :

1° Que le Sussex a bien été torpillé par un sous-marin boche ;

2° Qu'il y a eu 97 victimes ;

3° Que quelques-unes de ces victimes sont des citoyens de la libre Amérique.

Ces trois points une fois acquis — et il ne fait aucun doute qu'ils le soient — M. Lansing pourra, dans sa soixante-quatorzième note :

Ou présenter ses humbles excuses à la chancellerie allemande pour la stupidité de ces Américains qui osent se mettre sur le chemin des torpilles germaniques ;

Ou demander aux assassins une petite indemnité pour les veuves et les orphelins de ses compatriotes zigouillés ;

Ou déclarer tout simplement la guerre à une nation barbare qui se moque si ostensiblement de son propre honneur et, par-dessus le marché, de l'honneur américain.

Des trois solutions, quelle est celle que choisira M. Lansing ? Nous n'avons ni les moyens ni le désir de jouer les prophètes, et nous attendrons patiemment la décision des Etats-Unis.

Mais ce qu'il nous est permis de dire, c'est que, devant la brutale éloquence des faits, la diplomatie américaine devra se prononcer, cette fois, nettement et définitivement, sans s'abriter derrière l'obscurité d'un rapport ou la confusion des témoignages.

La Gazette de Cologne, dans une note officieuse, a rappelé à la Hollande, à propos du Tubantia, qu'elle était trop près de l'Allemagne pour mettre en doute la parole de ladite Allemagne. Usera-t-on du même procédé avec les Etats-Unis ? Il y a beaucoup plus de kilomètres de Berlin à New-York que de Berlin à Amsterdam...

C. O.

## EN ÉGYPTÉ

### Les aviateurs anglais bombardent un camp turc

Suez, 25 mars. — Un nouveau raid aérien a été effectué hier matin contre la base turque avancée de Bir el Hassanah, à environ une centaine de milles du canal. Quatre avions, partant du même point, ont exécuté la première phase de l'attaque, qui fut poursuivie par deux autres avions partis d'une de nos autres bases et qui arrivèrent juste après que les quatre premiers avaient lancé leur chargement de bombes.

Quarante bombes furent lancées sur le camp turc, qui prit aussitôt l'aspect d'un volcan en éruption. Plusieurs bombes éclatèrent sur le réservoir d'eau et sur les bâtiments érigés depuis peu par les Turcs.

Un de nos aviateurs mit en déroute un contingent d'infanterie turque qui tirait sur les avions. Descendant à environ soixante mètres au-dessus des soldats, l'aviateur ouvrit le feu avec sa mitrailleuse et la troupe s'enfuit en panique vers le désert.

La tente des officiers fut ensuite attaquée et les occupants durent se sauver comme leurs hommes.

Tous les avions sont revenus indemnes à leur base, après avoir volé quelque 200 milles. C'est devenu une pratique pour nos aviateurs, quand ils volent au-dessus du désert, d'attaquer et de disperser seuls les patrouilles ennemies.

### Étrange demande qui exige une réponse

Londres, 28 mars. — Chambre des Communes. — Un député demande qu'on lui donne l'assurance que la Bulgarie ne sera pas admise à une paix séparée et surtout qu'elle ne sera pas autorisée à acquiescer de territoires aux dépens des peuples qui se sont battus aux côtés des Alliés durant la guerre actuelle.

Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères répond qu'une telle demande, sans échange de vues préalable entre les Alliés, ne concorderait pas avec l'esprit de l'accord de septembre 1914 et qu'une discussion sur cette matière est inopportune.

### Sanguin combat dans le Haut-Boite

#### Communiqué Italien

Rome, 27 mars. — Dans le Haut-Boite, après une intense préparation d'artillerie, l'ennemi a attaqué en forces nos positions sur le Pal-Piccolo et a réussi à y occuper une tranchée.

Une violente contre-attaque prononcée sur tout le front de Monte-Croce au Pal-Grande a fait tomber en notre possession de forts retranchements ennemis à Sella, Ffeko-fel et au pas du Cavallo ; nous avons fait 63 prisonniers dont trois officiers. Sur le Pal-Piccolo, un combat acharné a duré pendant trente heures.

Après six furieuses attaques, notre infanterie a fait irruption à la baïonnette sur la position perdue et l'a reconquise entièrement. Des centaines de cadavres ennemis sont restés sur le terrain.

## LES ÉTATS-UNIS et l'attentat contre le « Sussex »

La présence de citoyens américains sur le Sussex ne permettait pas de douter que ce nouveau crime causât une irritation violente aux Etats-Unis. Les dépêches de la nuit de lundi et de la journée de mardi indiquent, en effet, que la patience des Américains est poussée à ses dernières limites, une fois de plus.

L'ambassadeur d'Allemagne paraît même craindre que les actes ne succèdent enfin aux avertissements, car il met en jeu le stratagème suivant : il répand le bruit que l'amiral Tirpitz a été congédié pour complaire aux Etats-Unis et que c'est lui, l'ambassadeur, qui a obtenu son renvoi. Bien entendu, les Allemands essaient de faire croire aux Américains ce qu'ils soutiennent aux Hollandais pour le Tubantia ; que le Sussex a touché une mine, que jamais ils n'ont songé à le torpiller, qu'ils ont la conscience pure, ce dont il n'est pas possible de douter depuis la disgrâce de Tirpitz.

#### Les Allemands font les Tertufes

Washington, 27 mars. — De source autorisée, on dit que l'Allemagne persiste à croire que c'est une mine qui coula le Sussex, mais, s'il est établi que le steamer a été torpillé, elle désavouera le commandant coupable de violation des ordres reçus, le punira et offrira une réparation aux Etats-Unis.

On dit également que le comte Bernstorff a participé grandement à la retraite de von Tirpitz dont les vues au sujet de la guerre sous-marine différaient sensiblement des siennes.

Ces explications et allégations émanent de l'ambassade allemande qui se montre désireuse de calmer le ressentiment actuel des Américains causé par le torpillage de l'« Englishman ».

#### Le Gouvernement tâtonne

Washington, 27 mars. — Les bureaux des ministères n'essaient pas de cacher qu'ils envisagent comme extrêmement grave la situation créée par les torpillages du Sussex et de l'« Englishman ».

Les représentants des Etats-Unis en Europe ont été chargés d'obtenir, s'il est

possible, des témoignages probants. De leur enquête dépendra la question de savoir s'il y a lieu de prendre des mesures énergiques.

L'opinion dominante est que, avant d'agir, le président Wilson exposera la situation au Congrès.

#### Mais l'opinion veut des actes

New-York, 28 mars. — Le conflit atteint aujourd'hui son point culminant. Sans laisser détourner son attention par les incidents que l'Allemagne fomenta au Mexique, l'opinion entend que la question de la guerre sous-marine, de nouveau soulevée par le torpillage du Sussex et de l'« Englishman », soit réglée conformément à la politique de fermeté annoncée par M. Wilson et consacrée solennellement par le Congrès.

La presse exige énergiquement des excuses ou la rupture pour la nouvelle félonie de l'Allemagne qui a violé la parole donnée aux Etats-Unis. Elle rappelle à M. Wilson qu'il a déclaré aux leaders du Congrès que, si des vies américaines étaient menacées par une nouvelle attaque des sous-marins, il serait obligé de remettre ses passeports au comte Bernstorff. Aussi, cette fois, la gravité de la situation est-elle particulièrement comprise du côté allemand, car, à peine les personnages officiels de Washington eurent-ils rendu public leur avis relatif à l'éventualité d'une rupture diplomatique que le comte Bernstorff, sentant le danger, fit annoncer que l'Allemagne désavouerait les auteurs du torpillage, ajoutant que c'était à lui qu'on devait la retraite de Tirpitz.

#### Deux Américains déposent

Londres, 28 mars. — Les journaux annoncent que deux Américains qui se trouvaient à bord du Manchester-Engineer ont déposé devant le consul et déclaré que le sous-marin allemand a torpillé ce navire sans avertissement.

Le vapeur Manchester-Engineer, dont une dépêche du 27-28 annonce la destruction, a été torpillé comme le vapeur Fenay-Bridge, sans avertissement. L'équipage est sauvé.

## La Conférence économique DE PARIS

Londres, 28 mars. — Le comité commercial de la Chambre des Communes a décidé de se faire représenter à la conférence économique qui aura lieu à Paris, par trente de ses membres qu'accompagneront quatorze sous-commissaires et agents généraux des colonies. Voici le programme des travaux de la conférence :

1. Accord préliminaire entre les Alliés sur toutes les mesures législatives destinées à régler les relations commerciales entre les belligérants : exécution des contrats, recouvrement de crédits, séquestres, brevets d'invention ;
2. Mesures de précaution à prendre contre l'invasion des produits allemands après la paix ;
3. Réparation des dommages causés par la guerre ;
4. Réduction des tarifs postaux, télégraphiques et téléphoniques ; établissement d'un tarif minimum en faveur des Alliés ;
5. Conventions relatives aux transports internationaux de marchandises ;
6. Création d'un office international de brevets ;
7. Régime commercial des colonies des pays alliés ;
8. Internationalisation des lois sur les sociétés ;
9. Mesures destinées à réduire la circulation métallique ; institution d'une Chambre internationale de compensation ; le chèque postal ;
10. Principes uniformes devant régir les lois relatives à la faillite et à la désignation des produits ; coordination législative et inter-parlementaire pour la police du commerce ;
11. De la faillite ;
12. Législation relative à la perte et au vol des titres au porteur.

### « Nous prendrons Verdun, mais il faudra beaucoup de peine, de sang et des années »

Amsterdam, 27 mars. — L'officier allemand Schubart écrit dans la *Muncher Allgemeine Rundschau* :

« Nous prendrions certainement Verdun, mais cela demandera beaucoup de temps, de peine et de sang ; de plus, la chute de Verdun ne sera que la fin d'un chapitre et non la victoire finale.

« Verdun tombera, cela est certain, et la route de Paris sera ouverte, mais il nous faut de la patience et attendre des années qui suivront ce que l'année 1916 ne peut pas encore nous donner. »

### Un paquebot qui ne partira pas

Le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes nous communique la note suivante :

« Le voyage du paquebot de la Compagnie générale transatlantique de Bordeaux sur New-York, fixé au samedi 1<sup>er</sup> avril, n'aura pas lieu.

## Les Anglais remportent un succès

### Communiqué officiel

#### Front occidental

Londres, 28 mars. — Hier soir et aujourd'hui, les opérations de mines ont été très actives.

Nous avons fait éclater avec succès des mines à La Boisselle.

Au sud de Neuville-Saint-Vaast, et près de la redoute Hohenzollern, il y a eu des combats à la suite desquels nous avons occupé plusieurs entonnoirs.

Hier soir, en face d'Huluch, les Allemands ont fait exploser des mines qui ont endommagé nos tranchées, nous causant quelques pertes ; nous avons occupé les entonnoirs creusés par l'explosion.

Ce matin, après avoir fait éclater des mines sur le saillant allemand de Saint-Eloi, nous avons pris d'assaut les première et deuxième lignes de tranchées sur une longueur de 600 yards, infligeant de fortes pertes aux Allemands, faisant 170 prisonniers dont deux officiers.

Cannonade principalement dans les parages d'Angres, de Wulverghem, Saint-Eloi et Wiltje.

#### Communiqué belge

Rien de particulier sur le front de l'armée belge.

## La crise de la natalité EN ALLEMAGNE

En 12 ans, recul égal à celui de la France en 70 ans

Genève, 28 mars. — La presse allemande se livre en ce moment à une controverse discrète autour des débats officiels sur la population, les enfants naturels, le célibat des femmes fonctionnaires, etc.

Le *Lokal Anzeiger* publie une lettre dans laquelle une lectrice proteste contre le mépris dont les filles-mères sont l'objet et demande que le célibat qui, avec la guerre s'imposera à tant de femmes, n'entraîne pas de renoncement à la maternité.

Les journaux religieux s'élèvent contre ces tendances, mais les journaux de gauche y voient le début d'un mouvement pour la protection des enfants naturels.

Quelles que soient les divergences d'opinion de la presse allemande sur la qualité sociale des enfants et sur leur situation au point de vue légal, elle est unanime à demander aux Allemands un effort en vue de combattre l'abaissement de la natalité. En 1876 on comptait 40,9 naissances pour 1.000 habitants ; en 1912, 28,2 seulement. L'abaissement de la natalité est sensible surtout depuis 1890.

Aucun peuple n'a vu décliner sa natalité aussi rapidement. En douze ans, l'Allemagne a subi un recul que la France avait mis soixante-dix ans à constater.

Aussi les journaux chrétiens comme la *Koelnische Volkszeitung* réclament une rénovation religieuse du peuple allemand en même temps qu'une hygiène économique et sociale mieux surveillée.

## La Conférence

Tous les nouvelles en parlent. Et nul ne sait ce qu'il y dit (sauf peut-être quelques Boches, insinue M. Clemenceau, car nous avons à Paris trop de Boches qui savent ce que les Parisiens ignorent).

On nous décrit la galerie de l'Horloge et les fauteuils revêtus de Beauvais aux teintes passées. On évoque la Conférence de 1856. Des photos nous montrent, parmi les diplomates et les généraux, M. Briand, en redingote, les mains dans les poches, berger de ce troupeau. Mais c'est tout.

M. Clemenceau (*Homme Enchaîné*) essaie de deviner ce qui se dit sous les lambris dorés de la salle de l'Horloge. Il fait confiance à MM. Sonnino et Salandra. Mais M. Briand ne lui inspire qu'une demi-sécurité :

Je ne doute pas que MM. Salandra, Sonnino — aussi M. Bourgeois, dans la mesure de l'influence dont il peut jouir sur le gouvernement — ne soient tout prêts à réaliser, si quelque volonté les pousse. J'imagine même que M. Briand n'y ferait point obstacle. Je crains seulement que ce ne soit pas sa partie. Autant que je l'ai pu juger, il m'a paru concevoir la vie comme un scénario de drame ou de comédie où s'évertuent des acteurs bien stylés, en un décor de toile peinte où des taches de couleur figurent des bocages, des mers ou des palais. Il n'a pas plutôt dit son air qu'il retourne à sa bonne cigarette, dans la pensée que c'est fini. Noyon, Verdun pourraient l'avertir qu'il y a quelque chose au-delà des applaudissements d'une presse amie.

L'homme le plus divers est un — profondément. C'est pourquoi, suivant de l'œil M. Briand en les innombrables déhors de sa protégée carrière, je puis me laisser aller à craindre qu'à la conférence où MM. Asquith et Salandra vont se rencontrer, il ne se montre pas très différent de ce qu'il nous est apparu jusqu'à ce jour.

Enfin ! souhaitons, conclut M. Clemenceau, qu'au moins un résultat surgisse de cette fastueuse parole. Quel résultat ?

Si, par surcroît, le chef du gouvernement italien, sortant du quai d'Orsay, déclare la guerre à l'Allemagne, je serai tout congratulatoire. On ne nous le dira pas, à cause de la recommandation du secret, mais ça se verra.

#### De M. Albert Milhaud (Rappel) :

La Conférence de Paris est un incident, un grand incident dans l'histoire de la guerre. Elle peut être un bien plus grand événement encore dans l'histoire de l'Europe. Fermant une ère, elle en peut ouvrir une autre, mais en écartant les doctrines d'illusion et les suggestions de la Chimère, en donnant aux Nations des stéréotypes concrets et des moyens de défense pratiques.

## Psychologie

M. Maurice Donnay vient de faire une conférence à la Société des Conférences. Il a dit des choses émus avec une sensibilité discrète. Même dans les conjonctures les plus pathétiques, M. Maurice Donnay ne saurait se passer d'avoir de l'esprit. Voici quelques mots de sa causerie. M. Donnay y trace le portrait de certains gens, que nous avons tous connus en temps de guerre. L'esquisse est fine et juste :

Sitôt que la grande exaltation est passée, ou le grand péril l'individu reprend ses habitudes, ses tics, ses manies, son train-train. A chaque instant, nous pouvons observer chez le voisin qui peut, à son tour, l'observer chez nous-mêmes, un trait spécifique, un pli professionnel, une manière d'être, d'agir, de penser qui est passée dans le subconscient, a pris la persistance et la force d'un instinct. Le rêveur reste

**Urodonal dissout acide urique, nettoie rein, articulations, évite obésité, artériosclérose.**  
Cristaux d'acide urique. 050. Exr. 71. Lab. S.M. R. de Valenciennes, Paris.

## LES SPECTACLES

Get après-midi : GRAND-GUIGNOL. — 3 h. — Le même spectacle que le soir.

Ge soir :

- COMEDIE-FRANÇAISE. — 7 h. 45. — Britannicus. OBEON. — 8 h. — Les Grandes Demoiselles. OPERA-COMIQUE. — Relâche. VAUVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria. TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. — La Tour de Nesles. GAITÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari. GYMNASSE. — Relâche. PALAIS-ROYAL. — Relâche. VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon. PORTES-SAINT-MARTIN. — Relâche. TH. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace. THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono. ATHÉNÉE. — Relâche. RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces. CHATELET. — Relâche. NOUVEAU-AMBIGU. — Relâche. APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Petite Mariée. FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — A la Parisienne ! OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié. CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais Botz. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions. CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils surnaturel. CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinze, revue. DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Femmes de Rosalie. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne. SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleus ! GAITÉ-ROCHECOUART. — Non ? Si... (revue). ELDOURADO. — 8 h. 15. — La Crevette. BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lyoée de jeunes Filles. EUROPEEN. — 8 h. 30. — La Patate. LA PIE QUI CHANTE. — TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h. ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Malinés jeudi, dimanche, 2 h. 30.

PAVILLON A LOUER dans le quartier de l'Étoile. Deux étages, huit pièces, grandes caves, cuisine, salle de bains et deux chambres de bonnes. Cour, jardin, nombreux débarras. Gaz, électricité, téléphone. Vue sur un parc. Maison d'habitation : 3.500 fr. — S'adresser aux bureaux de l'Œuvre.

VERIT. OCCAS. à louer 2.000 fr. Rez-de-ch. 4 fen. sur rue tranqu. en face jardins. Salon, s. à m., 2 ch., w.-c., escal. int. cuis. s. de b. pet. jard. chauff. vu sur beau jard. soleil. S'ad. 61, r. Corlabert (XVI).

Le gérant : ANTOINE KLEINLIENS.

Imprimerie WELLOFF et ROCHÉ 16-18, rue Notre-Dame-des Victoires, Paris.

rêveur, et le parieur parler ; tous deux inhérents à l'action. Le gourmand se préoccupe de ravitaillement ; telle chose qu'il aime vivement de l'heure présente, à certaines heures, il faut à cet homme son apprenti ; l'apprenti catalogue que l'avare se préoccupe surtout de son argent, du moratorium, des coupons et du change. Qui aime les femmes continue de les aimer, peut s'empêcher au moins de les regarder. Les gens ont l'esprit critique l'exercer dans leur chambre, en robe de chambre, sur la stratégie et la tactique. Le grammairien demeurera grammairien et le politicien, hélas ! politicien.

## Conférence boche !

M. Stephen Pichon (*Petit Journal*) qui est pourtant à l'ordinaire un esprit grave, imagine l'hypothèse bouffonne, en réponse à la Conférence du « Pacte de la Victoire », d'une conférence boche :

On ne voit pas M. de Bethmann-Hollweg président à Berlin une assemblée de Bulgares, de Turcs, d'Autrichiens et de sujets de l'empereur Guillaume. Ce ne pourrait être qu'un monologue, ou, si l'on préfère, une litane où tous les envoyés de Mehemed, de Ferdinand et de François-Joseph n'auraient d'autre rôle que de dire amen à tout ce que réciterait le chancelier du kaiser.

## L'union pour l'action

De M. Aulard (*Journal*) cette éloquentes définition de l'union sacrée :

L'union sacrée, c'est d'être tous frères dans l'action pour être frères dans la victoire ou dans la mort. L'union sacrée, c'est que entre la nation armée et la nation non armée, il n'y ait aucune solution de continuité et que, depuis le soldat sur la ligne de feu jusqu'à la plus haute femme qui, sous sa lampe, trie pour les plus braves, depuis le général qui va lui-même aux tranchées et, sous les obus, vérifie en personne si ses ordres sont exécutés, jusqu'au vieil instituteur qui, en enseignant aux enfants ce que c'est que la France, défend aussi la France, et y ait émanation et collaboration de tous à la guerre de la liberté. L'union sacrée, c'est de chérir terriblement et publiquement les combattants d'incurie, de négligence, d'égoïsme. L'union sacrée, c'est que chaque Français, tendant à fond son énergie et se vouant tout entier à la patrie en danger, jure de ne se reposer que dans le triomphe ou dans la tombe.

## Cette capricieuse Anastasie !

C'est à la presse départementale que revient l'honneur de défendre la liberté de la presse et de signaler les étranges services commis par la censure. Lisez ces lignes irréfutables de la *Dépêche de Toulouse* :

Le journal *l'Œuvre* a été récemment suspendu. Quel était son crime ? Il avait reproduit de très bonne foi, avant d'être informé de la consigne donnée par la censure, un article de M. Clemenceau qui a valu à l'« Homme Enchaîné » une suspension de quinze jours.

Plus récemment, pour les besoins de sa polémique, M. Maurice Barrès a reproduit un extrait d'un petit journal de Toulouse, article qui avait été arrêté par la censure et dont la publication a entraîné la suspension dudit journal.

Nous voulons supposer que M. Maurice Barrès a agi en toute bonne foi, comme le directeur de l'Œuvre.

Les deux cas sont d'une analogie frappante. Le journal de M. Maurice Barrès n'a pourtant été l'objet d'aucune mesure de rigueur.

Or, nous ne réclamons pas la suspension de l'Œuvre de Paris.

Nous demandons simplement que le gouvernement de la République n'étende pas les effets de sa sévérité aux seuls journaux républicains.

DAME DISTINGUÉE, instruite, victime de la guerre, cherche d'urgence situation stable dans bureau. Est habituée à toutes correspondances et possède sérieuses références. — S'adresser : Mme Delafosse, 205, rue Croix-Nivert, Paris (XV).

JEUNE FEMME de mobilisé demande emploi caissière, comptable ou dactylographe. Sérieuses références. — S'adresser : Mme Ponsard, 78, rue Vieille-du-Temple, Paris.

JEUNE FILLE sténo-dactylo, très sérieuse, cherche emploi. — Ecrire : Mlle Marthe, 17, avenue du Progrès, Vanves.

**RHUME de CERVEAU RHINO-GOMENOL**  
dans toutes les bonnes pharmacies, 2 fr. 25, et 17, rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2 fr. 50.

**VIN de PHOSPHOGLYCERATE de CHAUX DE CHAPOTEAUT. FORTIFIANT STIMULANT**  
Recommandé spécialement aux CONVALESCENTS, ANÉMIÉS, NEURASTHÉNIQUES, Etc., Etc.  
Dans Toutes les Pharmacies. VENTE EN GROS : 8 RUE VIVIANNE, PARIS.

**Pour les Amputés Jambe NATURA**  
à flexion automatique S.M.S.G.D.G. à armature entièrement dissimulée.  
La plus Légère, la plus Perfectionnée La plus Résistante des Jambes artificielles  
Ses modèles réellement pratiques, permettant une marche souple, légère, facile, normale.  
Brochure illustrée sur la Jambe et le Bras Natura adressée gratuitement par MM. G. BOS & L. PUEL ORTHOPÉDISTES 234, Faubourg-St-Martin, Paris (Angle de la R. Lafayette).  
BRAS "NATURA" et tous Appareils de Prothèse